



Sociologie des émeutes

Kokoreff M., Payot, 2008

Sociologue, maître de conférences, Michel Kokoreff mène un important travail de terrain dans les banlieues urbaines françaises.

Dans la première partie de cet ouvrage, il dresse un historique des émeutes qui ont conduit à l'embrasement de ces banlieues à l'automne 2005, épisode qu'il décrit et qu'il analyse de façon très minutieuse, à la lumière de nombreux témoignages (Seine St Denis, 19^e arrondissement de Paris) auprès des divers protagonistes (jeunes, adultes, policiers, éducateurs...)

Dans la seconde partie, il tente de comprendre comment la dégradation des banlieues ouvrières en quartiers d'exclusion sociale (le tristement célèbre « 9.3 » en est un exemple emblématique) a pu conduire à un enkystement des tensions dont seule une politique volontariste de prévention permettra de sortir.

Le phénomène des émeutes urbaines a émergé en France dans les années soixante-dix. Médiatisé, instrumentalisé politiquement, il n'a pas cessé, depuis, d'occuper une place croissante dans le paysage social, conduisant à la mise en place de divers « plans banlieues » qui, jusqu'à présent, ont apporté plus de désillusions que d'améliorations.

Octobre 2005 : la mort de deux adolescents réfugiés dans un transformateur EDF pour échapper à la police marque un tournant : les émeutes s'étendent à l'ensemble du territoire français.

Plusieurs raisons ont pu conduire à une telle généralisation du phénomène :

- Absence de mixité sociale, ségrégation urbaine confinant à la ghettoïsation.
- Sentiment d'injustice sociale, ressentie comme une véritable violence d'Etat, chez les jeunes des quartiers pauvres, soumis à une forte pression à la consommation dont leur précarité les exclut ; sentiment de ne pas être représentés par leurs élus.
- Evolution, dans un contexte économique difficile, de l'idéologie de la droite qui s'approprie des thèses jusque là spécifiques à l'extrême droite ; exacerbation de la peur de l'Autre ; ethnicisation des rapports sociaux.
- Disparition de l'action préventive d'une police de proximité au profit d'une action répressive ; policiers jeunes, souvent d'origine rurale, inexpérimentés, très vite désillusionnés et cherchant à muter pour des zones plus attractives ; souvent, ces policiers ne savent pas gérer leur peur autrement que par des brimades et autres contrôles d'identité au faciès, qui, loin de calmer les tensions, les exaspèrent.
- Médiatisation qui renforce le phénomène à défaut de le créer : mise en images spectaculaire, utilisation d'un lexique de guerre.

Au mois de janvier 2006, le premier ministre annonce un plan d'égalité des chances. Parmi les nombreuses mesures de ce plan, le contrat première embauche (CPE) a pour objectif de répondre au malaise exprimé par les émeutes, en favorisant l'insertion professionnelle des jeunes les plus en difficulté. Pourtant, signe que le malaise n'est pas seulement celui des banlieues, le CPE déclenche l'hostilité de tous les jeunes, en particulier étudiants et jeunes diplômés qui craignent une institutionnalisation de la précarité des débuts de leur vie professionnelle.

Le parallélisme entre émeutes de l'automne et lutte anti-CPE, pourtant, s'arrête là ; l'auteur oppose le désordre irrationnel des unes à la construction politique de l'autre, somme toute portée par des jeunes mieux intégrés socialement.

Mais alors, comment transformer la colère en conscience politique ?

L'auteur rend hommage au travail préventif des éducateurs, souvent, hélas, invalidés par la police, surtout lorsqu'ils sont issus du quartier.

Il constate que fédérer la parole des quartiers populaires est difficile (problèmes de représentation, récupération politique...).

Il prône, enfin, le rétablissement des liens entre la police et la population pour le maintien de la sécurité publique de tous.

Il souligne que seule une politique volontariste favorisant la mixité sociale permettra la participation citoyenne de tous au dialogue social.